« Non, les Ouïghours ne sont pas heureux[[1]](#footnote-1) !

Le 26 aout dernier Xi Jin Ping, en visite à Urumqi, capitale du Xinjiang, réaffirmait que le gouvernement chinois maintiendrait ses politiques antiterroristes dans la région. Il célébrait la réussite de la rééducation des minorités ethno-religieuses ouïghours et musulmans turcophones. Ciblés ces dernières années de manière systématique, leur séquestration au sein de camps de rééducation par le travail est la clef de voute d’un programme de recentralisation du pouvoir entre les mains du PCC.

On estime qu'au moins un million de personnes ont été enfermées dans les camps de rééducation entre 2017 et 2019. Plusieurs fuites de données, divers appels d'offres pour la construction/l’aménagement des camps ont révélé l'ampleur du phénomène et confirmé les rumeurs d’enfermement des ressortissants des minorités ethno religieuses. Il reste en revanche, malaisé aujourd'hui de préciser combien de personnes demeurent emprisonnées au Turkestan oriental, pour la bonne raison qu’il ne se produit plus de *leaks*, la police et les autorités ayant encore rehaussé la surveillance du pays, durci la propagande afin d'éviter que plus aucune information ne filtre.

L’ONU et plusieurs États reconnaissent là un génocide.

Par rapport aux années 2020-21, le PCC a en apparence assoupli la surveillance. Promenades en groupe et rassemblements conviviaux ont repris. Aujourd'hui, au Xinjiang, on croise de temps à autre des femmes arborant vêtements et foulards colorés dans les rues, on capte des bribes de mélodies ou le fumet d’agneau grillé. Surtout, la présence de la police -soit d’innombrables caméras de reconnaissance faciale ou les check-points à tous les carrefours -est devenue moins visible, moins oppressante. Pour autant, cela ne signifie pas que l'État ait desserré son emprise. En effet les autorités du Xinjiang auront collecté les données biométriques, échantillons d'ADN, empreintes digitales, analyses de l'iris et groupes sanguins de tous les résidents de la région âgés de 12 à 65 ans, exigeant des enregistrements de leurs voix lors du dépôt d’une demande de passepor*t.* Elles continuent. En réalité, le Secrétaire du Parti communiste au Xinjiang Ma Xingrui, successeur de Chen Quanguo et 1er maitre d’œuvre de la campagne d’internement dans les camps, infléchit la ligne suivie par le PCC dans la région autonome (XUAR). A l’objectif prioritaire de stabilité », s’ajoutent « *l’intégration pleine et entière des différents groupes ethniques* » à la nation chinoise, et la « *sinisation* » de l’islam, afin qu’il soit conforme aux « *valeurs socialistes* ». Assurément, ces vœux appellent un renforcement du contrôle culturel et idéologique. Dans ces circonstances, la répression se traduit plutôt par la suppression totale de la culture.

La campagne de longue haleine " Frapper fort " est relancée de façon épisodique, - la dernière fois en aout 2023, si bien que nombre des "élèves", sitôt libérés des camps, se retrouvent condamnés à de nouvelles peines de prison, à l’issue de jugements tout aussi arbitraires que les internements de masse en camps de rééducation. Désormais la persécution du PCC toucherait davantage les élites intellectuelles. Ainsi l’universitaire ouïgoure Rahile Dawut, spécialiste des mausolées anciens érigés jadis pour honorer rois, héros ou figures spirituelles ouïgoures, victime d’une disparition forcée en 2017, vient de voir confirmée une peine de prison à perpétuité à son encontre, à l’instar de celle du professeur Ihlan Tothi il y a 9 ans.

L’idée que le projet du gouvernement central est quasiment réalisé, son objectif stratégique quasi atteint, fait frémir. Voilà qu’il est dit que les langues des «minorités nationales » sont en voie de disparition; simplement parce-que les enfants passent le plus clair de leur temps à l’école, immergés dans l’apprentissage du mandarin et tenus le plus loin possible de la pratique de leur langue maternelle et de leur culture ; et parce-que les livres en langues vernaculaires, dont la publication était encore florissante en 2016, ont fait l’objet de confiscations ou saisines en bloc, voire de destructions massives. En outre, des fonctionnaires Han, logés chez des familles ouïgoures ou kazakhes pendant de longues périodes, sont chargés d’espionner les musulmans turcophones, et participent de la stratégie d’acculturation ou d’assimilation de ces peuples.

Beaucoup (Ouïghours, Kazakhs, Kirghizes et d'autres peuples) ont par conséquent quitté la région et pris le chemin de l’exil. Ils résident aujourd'hui au Kazakhstan, en Europe -en Turquie et en Australie. En définitive, le silence s’est imposé sur les oasis ou vastes étendues désertiques. C’est également la peur des représailles ou l’angoisse qui étreint et empêche de parler les cousins des Kazakhes du Xinjiang partis au Kazakhstan, dont un ou plusieurs proches sont internés (tout autant visés que les Ouïgoures et victimes d’internement et de disparitions forcées), et leur interdit de piper mot de la situation.

Pour tout dire, il n'y a d'assouplissement que de façade. Et si plusieurs camps ont fermé, certes grâce à la pression internationale, c’est probablement aussi en raison des couts élevés que leur exploitation induisait pour le gouvernement.

Les agissements de Pékin aux marches de son empire, et leurs conséquences, débordent les frontières et affectent directement la "diaspora du Xinjiang", -soit plus d'un million de personnes, appelées collectivement "Chinois d'outre-mer du Xinjiang"[[2]](#footnote-2) en dépit de leurs identités distinctes. Actuellement, la Turquie est le pays accueillant la plus importante diaspora ouïgoure (turcophone) au monde. Assurément, le long bras armé du PCC s’étend aux confins de l’Europe : entendez, la police turque se montre suffisamment (périodiquement) coopérative pour mener à bien des poursuites, harcèlements, emprisonnements et parfois des expulsions forcées. Ces dernières années, justement, Pékin et Ankara se sont rapprochées, si bien que sept Ouighours auront été extradés par la Turquie vers la Chine, et ce, en vertu d’un Accord entre les deux États datant de 2017, ratifié uniquement par la RPC en 2020. Si la Turquie n’a jamais été ratifié l’accord, c’est que M. Erdogan se réserve une marge de manœuvre diplomatique et économique. Il sait ménager les intérêts de la Turquie, dont le développement et la puissance sont prioritaires.

Étant donné que 25 % du coton mondial est produit au Xinjiang, Ouïgoures et autres pensionnaires des camps y effectuent (supposément) du travail forcé. Le 16 mai, les ONG Sherpa, Éthique sur l’étiquette et l’Institut des Ouïghours d’Europe, déposaient une nouvelle demande d’ouverture d’enquête judiciaire auprès du parquet national antiterroriste de Paris (Pnat) contre quatre multinationales du secteur textile Uniqlo, Inditex (Zara), SMCP (Sandro, Maje) et la marque de chaussures Skechers bénéficiant du travail forcé des Ouïghours. Ces organisations ont porté plainte pour des infractions de recel de crimes contre l’humanité, génocide, réduction en servitude aggravée et traite des êtres humains en bande organisée. Ouverte en juin 2021, une première enquête avait abouti à un classement sans suite des poursuites.

En 2020 l’ONG australienne Aspi (Australian Strategic Policy Institute) présentait des preuves du transfert d’au moins 80 000 prisonniers ouïghours, depuis des camps d’enfermement vers des usines produisant pour l’exportation. Le rapport pointait du doigt pas moins de 83 entreprises ayant exploité cette main-d’œuvre via des sous-traitants, la plupart dans le secteur textile. Un règlement proposé par la Commission européenne pour interdire la vente de produits issus du travail forcé sur le sol européen, en septembre 2022, n’a pas encore été adopté.

## Voilà qui fournit bien du grain à moudre à l’ACAT, notamment à sa campagne -ou action commune des ACAT européennes- retenue à Berlin en novembre 2022 sous l’égide de la FIACAT, « Enjeux commerciaux et financiers et dénonciation de la torture ».

## Quelques pistes bibliographiques :

## recherche/china-uiguren-internierungslager-101.html <https://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/BRIE/2023/702583/EXPO_BRI(2023)702583_EN.pdf>)

## Sénat français

## HCHR <https://www.contreligne.eu/2023/06/19386-le-calvaire-des-ouighours-chine-communisme/> 233/

## Silencing Xinjiang: the Chinese government’s : campaign against the Uyghurs par Connor W. Dooley <https://digitalcommons.law.uga.edu/cgi/viewcontent.cgi?article=2472&context=gjicl>

## Human Rights Watch (HRW)

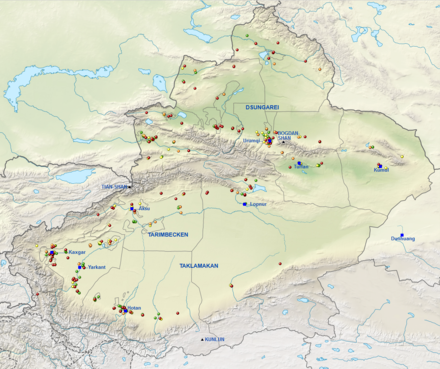
## Rune Steenberg, Anthropologue, université Palacky –Olomouc, Tchéquie,

## Radio Deutschland Funk/ <https://www.tagesschau.de/investigativ/br>

## Résolution PE du 9 juin 2022 sur la situation des droits de l’homme au Xinjiang

## 

## Trouvé sur X : 3 à 400 prisonniers menottés et les yeux bandés dans une gare au Xinjiang début octobre 2023



CARTE DES CAMPS DE RÉÉDUCATION AU XINJIANG

Légende :

Ronds verts : dispositifs de rééducation de niveau de sécurité inférieur

Ronds plus clairs : établissements de rééducation de niveau de sécurité plus élevé Ronds oranges : Établissements de détention

Ronds rouges : prison avec mesures de sécurité maximales

Ronds noirs : établissements de rééducation ou de détention sans classification du niveau de sécurité

Au total, le Xinjiang Data Project a identifié, sur la base d'images satellites, 385 camps couvrant l'ensemble du Xinjiang, qui ont été construits ou agrandis depuis 2017. L’agence Deutsche Welle a également publié, en date du 17 février 2020, une carte avec les positions géographiques de plus de 40 camps de détention vérifiés au Xinjiang.

*(DW Investigativ Projekt Uiguren : Umerziehungslager in China)*

1. Titre emprunté **à Laurence Defranoux,** journaliste à Libération [↑](#footnote-ref-1)
2. *Xinjiang Ji huaqiao Huaren* (新疆籍华侨华人) [↑](#footnote-ref-2)